

APPEL DE LA CEF DES 28 ET 29 MARS 2018

La journée de mobilisation du 22 mars 2018 partout en France est une réussite et démontre le mécontentement croissant de la population vis-à-vis de la politique d'austérité et des attaques du capitalisme.

Avec ce gouvernement de plus en plus autoritaire, dont les médias sont complices, un cap anti-social a été franchi à travers les violences policières dans les manifestations et des attaques de milices cagoulées dans nos universités, un peu partout dans le pays.

C'est en ce sens que notre Fédération réaffirme le droit fondamental à s'exprimer, discuter, délibérer et faire grève au sein des lieux d'études et de savoir où doit s'exprimer pacifiquement la démocratie lycéenne ou universitaire.

L'heure est à l'offensive et à la mobilisation générale !

Les actions menées à ce jour dans tous les secteurs (Organismes Sociaux, Commerce, Services Publics, Retraités, Etudiants, Santé, Finances, ...) nous interpellent sur nos responsabilités de dirigeants fédéraux, de militants et de citoyens à faire converger l'ensemble de nos luttes pour faire reculer ce gouvernement.

Au regard de l'Histoire qui est en train de s'écrire, appuyons-nous sur les calendriers innovants de nos camarades Cheminots et des Mines et Energie qui ouvrent indéniablement une perspective de mobilisation générale.

Les membres de la CEF appellent :

- A créer partout ou cela est possible, par la discussion avec les salariés et dans l'unité la plus large, la nécessaire élévation du rapport de force dans l'ensemble des secteurs de notre Fédération à partir de notre campagne Salaire Emploi Protection Sociale en posant tous les préavis nécessaires jusqu'à la fin juin.
- A mettre en œuvre toutes les conditions indispensables pour une réussite de la journée d'action confédérale du 19 avril prochain.
- A mobiliser l'ensemble de nos syndicats en s'inscrivant par tous les moyens possibles, dans toutes les luttes interprofessionnelles décidées sur leurs territoires respectifs en contactant les UL et les UD

Le temps est à l'action car le combat qui s'engage va définir notre avenir à toutes et tous.

« La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat »

Henri Krasucki

Fédération Nationale Cgt des Personnels des Organismes Sociaux